

Favoriser le Tourisme Rural au Maroc dans un Contexte de Développement Local

Akajia Mounir

Introduction

De nos jours, personne ne peut nier le rôle important que joue le tourisme dans la dynamisation des économies et, des sociétés, que ça soit au niveau des pays industrialisés ou au niveau de ceux en voie de développement. Cependant, l'activité touristique, telle qu'elle a été conçue par les grandes multinationales, motivées par le profit rapide et sûr, ne concorde guère avec les impératifs et les nouvelles réalités économiques, sociales, mais aussi environnementales de l'époque.

Le changement des rapports à la nature, notamment avec l'émergence d'une élite écologiste soucieuse du devenir de la terre, a favorisé l'apparition de plusieurs formes alternatives de tourisme, en l'occurrence le tourisme rural qui consiste, tout simplement, en la pratique du tourisme dans des espaces ruraux par opposition aux espaces urbains. Le tourisme rural est pensé comme une activité économique extra-agricole, qui vise à assurer des revenus additionnels aux populations locales dont l'agriculture constitue le principal gagne-pain.

Au Maroc, la pratique du tourisme dans l'espace rural, remonte au début des années 1970. Une période où on a assisté à une certaine prolifération des séjours en auberges rurales, dont les visiteurs étaient poussés par la pratique d'un bon nombre d'activités de loisirs comme la pêche, la chasse ou le ski. Le projet intersectoriel de l'économie rurale en haute montagne, lancé en 1983 dans le cadre de la coopération maroco-française et, qui envisageait le développement du tourisme dans deux communes de la province d'Azilal, constituait la première initiative publique en la matière. En 1987, le volet tourisme dans ce projet, ayant démontré qu'il peut jouer un rôle primordial dans le développement local, a favorisé la mise en place d'un programme de développement du tourisme en montagne, dit "PDTM"¹.

¹ Source : « Rapport sur le tourisme rural au Maroc », Ministère du tourisme. 2009.

Le lancement du programme d'appui au développement de la montagne marocaine en 1990, la Création en 1992 du Bureau de Développement du Tourisme Rural "BDTR" en remplaçant la cellule d'information sur la montagne "CIM" mise en place dans le cadre du PDTM et la fin de la coopération maroco-française en 1993, ont poussé le ministère du tourisme à étendre cette expérience vers d'autres régions rurales, particulièrement le Haut Atlas oriental, le Toubkal, le Saghro, le Sirwa et les massifs pré sahariens.

La signature en 2001 du contrat cadre entre le gouvernement marocain et la confédération générale des entreprises marocaines "CGEM" qui constituait le lancement officiel de la vision 2010, a été accompagnée du lancement de l'étude sur la stratégie de développement du tourisme rural au Maroc. Une stratégie ayant été mise en œuvre en 2003 et qui fait du concept du pays d'accueil touristique "PAT" son pilier central.

Sur le plan quantitatif, le nombre de randonneurs a évolué de quelques milliers en 1987 à plus de 60000 en 1998, pour dépasser 145000 randonneurs en 2009. Le nombre d'agences spécialisées dans le tourisme rural est passé de 2 agences en 1987 à plus de 30 actuellement. Au niveau des unités d'hébergement, 132 gîtes d'étape chez l'habitant dont 49 classés et labellisés, 48 non classés ont été aménagés et 35 sont en cours d'aménagement².

Ces quelques chiffres montrent que le tourisme rural au Maroc a, bel et bien évolué. Cependant la position du Maroc en matière du tourisme rural est moins importante comparée à celle des pays méditerranéens comme la France, l'Espagne ou la Turquie. Le bilan des réalisations en termes d'offre touristique rurale, qui continue de garder son caractère spontané ainsi qu'en termes d'une demande moins nombreuse issue toujours des grandes stations touristiques comme Agadir, reste moins satisfaisant. L'apparition d'un tas de dysfonctionnements relatifs à la manière de faire et aux enjeux et rapports que déclenche le processus de mise en tourisme de la campagne marocaine, nous poussent à repenser toute la démarche et de voir quelles sont les conditions qui doivent être réunies pour que le développement du tourisme en milieu rural réussisse au Maroc.

² Source : Ministère du tourisme.

Dans le présent article nous essayerons, dans un premier temps, de dresser un constat de la réalité du tourisme rural au Maroc, en mettant l'accent sur les différents dysfonctionnements liés à la mise en place de la stratégie du développement du tourisme rural par le ministère du tourisme. Ensuite, dans un deuxième temps, nous pencherons sur la question de la gouvernance des territoires touristiques ruraux au Maroc. Dans un troisième temps nous fournirons quelques aspects financiers et techniques capables de relancer la pratique du tourisme dans les zones rurales. Enfin, dans un quatrième et dernier temps, nous proposerons quelques solutions aux problèmes territoriaux incités par la mise en tourisme de la campagne et la mutation des systèmes d'organisation traditionnelle.

I. Dysfonctionnements relatifs à la mise en place de la stratégie du tourisme rural au Maroc :

1. Problèmes liés à la gouvernance territoriale.

Il est vrai que le tourisme rural a été conçu selon une logique territoriale. L'étude sur la stratégie nationale du développement du tourisme rurale, retienne cette logique. Le concept du Pays d'Accueil Touristique comme il a été pensé dans cette étude, ne fige pas les territoires touristiques ruraux dans des limites territoriales physiques, au contraire le concept du PAT suppose des entités spatiales élastiques dont les limites se crayonnent en fonction de la volonté d'adhésion ou non des différents acteurs concernés. Nonobstant, les différents PAT mises en place, à savoir le PAT de Chefchaouen ou celui d'Ida Outanane témoignent d'une autre réalité, l'unité spatiale dans ceux-ci est l'unité administrative qui correspond à la région institutionnelle ou à la province. Cette configuration spatiale qui ne permet pas une appropriation des territoires par le bas ainsi que les programmes sectoriels de développement par le haut, comme le plan Maroc vert par exemple, ne favorisent pas l'apparition de ce qu'on qualifie de territoires de projet.

a. Rapports Centre/Local

Le tourisme rural dans les différentes régions marocaines, se caractérise par la présence d'une multitude d'acteurs et d'intervenants. Toutefois, il faut bien distinguer entre ces deux catégories. On parle d'acteurs quand il s'agit, à l'échelon local, de personnes physiques ou morales intéressées par le tourisme rural comme les populations locales, les associations, les professionnels du tourisme...etc. On parle d'intervenants

lorsque ceux-ci sont externes au territoire en question notamment les ministères, les agences de développement, les ONG...etc.

Cette multiplicité des acteurs et intervenants pose beaucoup de problèmes qui consistent, principalement, en le manque de coordination entre les politiques descendantes et les initiatives ascendantes. Pour bien illustrer cette réalité, nous citons à titre d'exemple, le PAT de Ifrane dans la configuration par le ministère du tourisme, n'a pas pris en compte la diversité sociale locale. La non prise en compte des attentes des populations locales, a fait que le PAT n'a pas aboutit a des résultats satisfaisants. Le fait que le ministère du tourisme se porte comme l'unique et le seul responsable du tourisme rural, a provoqué des résistances, voire même des conflits, qui se sont traduits par une lenteur au niveau des démarches de mise en place des recommandations de la stratégie susmentionnée. Le non fonctionnement des unités de pilotages des PAT, est dû aussi à la relation conflictuelle Haut/Bas ou Haut/Haut : aujourd'hui, toutes les maisons des PAT ne sont pas encore opérationnelles.

b. Manque de coordination entre les acteurs à l'échelle locale.

En plus du manque de coordination entre les intervenants et les acteurs du tourisme rural, nous signalons que ce manque de coordination se manifeste aussi au niveau local. Il est vrai que le tourisme rural doit être conçu localement, mais la multiplication des initiatives locales, motivées par les enjeux derrière la valorisation des ressources locales a favorisé l'apparition de certains dérapages et blocages entre les différents ayants droit. L'exemple de l'association Chaouen Rural affirme ce fait, plusieurs acteurs du tourisme rural dans le PAT de Chefchaouen disent que cette association profite de son statut juridique ainsi que de ses relations avec des ONG espagnoles pour exercer une activité commerciale lucrative, ce qui est considéré comme étant de la concurrence déloyale.

2. Problèmes qui concernent le financement et le soutien aux projets de tourisme rural au Maroc.

La mise en tourisme de la campagne marocaine n'a pas été accompagnée par un programme de financement de projets de tourisme rural. À l'exception des projets dont la réalisation a été faite à partir de fonds propres, la quasi-totalité des auberges et gîtes existant aujourd'hui ont été financés par des bailleurs de fonds internationaux comme, par exemple, les auberges construites dans le cadre du projet de tourisme rural de l'association **migration et développement**, qui visait le maintien des populations locales sur place par la

mise en tourisme du pays de Safran, ont bénéficié de l'appui financier de l'agence française de développement (AFD). Aujourd'hui on constate une quasi absence des budgets ministériels dédiés aux projets de tourisme rural et qui s'inscrivent dans des programmes de développement sectoriels.

Il est évident que la réussite d'un tourisme rural susceptible d'inciter le développement des zones rurales marginalisées au Maroc, dépend du volume et de l'importance des capitaux mobilisés dans le cadre de cette activité. Si on compare les budgets consacrés au développement du tourisme dans des pays comme la France et l'Italie, on constatera la faiblesse des sommes octroyées au Maroc au profit de cette activité, ceci malgré le fait que le Maroc bénéficie de plusieurs fonds accordés dans le cadre de la coopération internationale.

3. La non prise en compte de l'échelle territoriale dans le processus de conception des projets de tourisme rural au Maroc.

Comme mentionné ci-dessus, les responsables au niveau central ont adopté le maillage territorial administratif comme support de concrétisation des différents projets en matière de tourisme rural, Ceci ne concorde pas avec le concept du PAT. En France le PAT ne correspond pas à une entité administrative, c'est plutôt le niveau d'organisation qui compte ailleurs où l'expérience en tourisme rural est bien élaborée. Si on observe le pays d'accueil touristique de Chaouen, ainsi que celui d'Ida Outanane nous déduirons facilement que ces derniers sont figés dans les limites de leurs provinces respectives. Or la réussite du PAT réside dans sa capacité à transcender les limites territoriales et à s'inscrire dans une dynamique en réseaux avec d'autres PAT voisins ou lointains.

II. Revoir la gouvernance des territoires touristiques ruraux au Maroc :

1. Multiplicité des acteurs et des intervenants

Afin d'impulser le tourisme rural au Maroc, on insiste sur le rôle crucial des collectivités locales et la participation de la population locale dans le processus du développement et de mise en place des programmes de développement du tourisme rural et, dans les prises de décisions qui affectent l'environnement immédiat et la qualité de vie des autochtones. Quoique la participation des communautés locales doit être orientée par les compétences des administrations centralisées qui ont cumulé, à travers le temps une

expérience en termes du tourisme et de sa gestion. Cet accompagnement doit apparaître, notamment au niveau de la planification, la prise de décisions et la gestion. Une bonne coordination entre acteurs et intervenants formera un moyen précieux de tester et d'associer les objectifs économiques, sociaux et écologiques. À notre avis, l'idéal serait de voir les acteurs locaux participer à toutes les phases de la planification, de l'élaboration, de l'application et du suivi des projets de développement de tourisme rural qui concernent leurs territoires. Car « chaque communauté territoriale connaît mieux que quiconque ses propres réalités, possède son propre savoir-faire et a les moyens d'évaluer ses capacités de support écologique dans le respect de sa dynamique socio-spatiale singulière et de ses valeurs »³.

2. La nécessaire coordination entre les différents acteurs.

Comme nous l'avons déjà explicité le tourisme rural doit faire l'objet d'une approche territoriale. Or, nous ne pouvons pas imaginer une démarche de construction territoriale en l'absence d'une coordination optimale entre les divers acteurs d'un territoire donné. La coordination des acteurs revêt une grande importance dans le processus de construction de territoire. Dans cette optique, on a peut dire que le PAT constitue un cluster vu qu'il doit générer des externalités qui vont profiter à tout le monde : pour qu'un territoire émerge (se construise) il faut que les acteurs se coordonnent. Sans coordination tout pays d'accueil touristique, qu'il qu'en soit son potentiel touristique originel et drivé, est voué à demeurer un espace passif qui subi les évolutions et les contraintes de son environnement extérieur, notamment une structuration par le haut.

3. Le tourisme rural au Maroc ne doit pas relever seulement du ministère du tourisme.

Pour faire réussir le tourisme rural au Maroc, il faut, tout d'abord penser cette activité en la présence de plusieurs intervenants, notamment au niveau des ministères. Comme nous le savons tous le tourisme rural au Maroc relève aujourd'hui des compétences du ministère du tourisme. Nous mettons ici l'accent sur le fait que les expériences de montage de produits de tourisme rural s'inscrivent préférablement dans logique de développement local en milieu rural. Et lorsqu'on parle de développement rural, on a pense que le ministère de l'agriculture qui a accumulé une grande expérience dans le développement du

³ Gagnon : 1994-1995.

monde rural, reste mieux placé pour jouer le rôle de leader pour la coordination des actions de mise en tourisme des campagnes. Le ministère de l'agriculture a l'avantage de connaître le milieu rural et il peut à travers ses centres techniques de vulgarisation de l'activité agricole produire d'avantage d'effet que le ministère du tourisme. Cela tout en collaborant avec l'administration du tourisme qui fera partie de l'ensemble des intervenants concernés et dont le savoir-faire en la matière reste capital.

III. L'appui financier et technique :

1. Insuffisance de l'aide apportée par les bailleurs de fonds internationaux.

Il est clair que les financements des projets de tourisme rural au Maroc ne sont pas assez suffisants. En plus les sommes octroyées par les institutions et ONG internationales ne sont pas disponibles de façon régulière. Pour plus de transparence et dans le but de réussir, les initiatives futures de financement des bailleurs de fonds devraient impliquer, depuis le départ, les parties prenantes concernées, par exemple, en établissant un comité de pilotage où sont représentés les différents acteurs et intervenants concernés, en l'occurrence le ministère du Tourisme, de l'agriculture, les associations de gîteurs et autres partenaires. Ceci aidera à bâtir un consensus autour d'une vision commune des programmes de financement, des résultats escomptés et des indicateurs de performance. Cela aiderait aussi à procurer plus de légitimité aux activités financées par les bailleurs et à créer une adhésion aux activités et résultats des programmes parmi les parties prenantes.

Il faut aussi organiser des ateliers au profit des porteurs de projets de tourisme rural avec les banques marocaines, cela afin de les mettre au courant des différentes opportunités relatives au financement de projets de tourisme rural et mener des études de cas sur les rendements des investissements et les délais de remboursement.

2. La nécessité d'octroyer des budgets ministériels au profit des projets de tourisme rural.

À l'instar des pays européens, le Maroc doit penser aussi à l'octroi des budgets ministériels capable de relancer l'activité du tourisme rural et d'accélérer la multiplication des unités d'hébergement ainsi que des équipements dédiés à ladite activité. Comme on a déjà dit l'essor du tourisme rural au Maroc dépend de l'importance des sommes engagées par l'état afin de développer ce créneau. Toutefois les budgets peuvent aussi être

cédés sous formes d'investissements publics dans des infrastructures liées étroitement au tourisme rural, comme la signalétique, le balisage des itinéraires et la formation des locaux aux métiers de tourisme.

3. L'utilité d'inscrire le tourisme rural marocain dans les grands programmes de coopération internationale.

Afin de donner un nouvel souffle au tourisme rural au Maroc, il s'avère primordiale d'inscrire les initiatives en matière de cette activité, que ça soit au niveau local, régional ou national dans les grands programmes de coopération internationale, cela afin de bénéficier pleinement des avantages par les instances internationales, notamment l'Union Européenne. À notre avis cela est capable de donner une légitimité aux intentions de l'état à développer le tourisme rural et par voie de conséquence il favorisera le développement de l'offre touristiques et des moyens de communication.

Conclusion :

Il faut rester optimiste qu'à la lumière des enseignements tirés de la modeste expérience marocaine en matière du tourisme rural, nous pourrons, ensemble institutionnels, professionnels et tous autres intervenants dans le développement local et dans le tourisme, relever le défi du développement durable du tourisme rural et en faire un véritable acteur de développement économique et social des populations locales. Il est vrai que le flux touristique engendré actuellement par cette activité reste toujours modeste, mais il a été prouvé de l'avis de tous que cette activité peut participer significativement au développement économique des populations concernées. Mais avant de se pencher sur l'augmentation du nombre de visiteur, c'est sur les moyens à mettre en œuvre pour développer l'offre tout en sauvegardant le riche patrimoine naturel et humain des espaces de déroulements de cette activité pour en faire un développement durable. D'autant plus que le développement du tourisme rural dans toutes ses composantes ne nécessitent pas des aménagements coûteux ni même de gros investissement, il suffit de s'appuyer sur des méthodologies d'approches scientifiques et sur le savoir-faire des professionnels et des populations locales qu'il faut impliquer à tous les niveaux.